

Cycle Migrations et Luttes Sociales (2016-17)

Du 3 novembre 2016 au 30 juin 2017

Programme 2016-17

- 3 novembre 2016 (17h-19h) – Andrea Rea (ULB) et Marco Martiniello (ULg) – *Retour sur le livre « Histoires sans-papiers » (2002)* – Bruxelles Laïque (18-20 avenue de Stalingrad, 1000 BXL)
- 24 novembre 2016 (17h-19h) – Jérémy Piolat (UCL) – *Souffrir, duper, faire société. Stratégies et ruses de migrants en situations d'inhospitalités* – Pianofabriek (35 rue du fort, 1060 Saint-Gilles)
- 26 janvier 2017 (!!!17h30 – 19h30 !!!) – Pauline Brücker (SciencePo Paris) – *Le capital militant à l'épreuve de la mobilité. Les mobilisations de demandeurs d'asile soudanais en Egypte et en Israël* – UPJB (61 rue de la victoire, 1060 Saint-Gilles)
- 23 février 2017 (17h-19h) – Thomas Swerts (UAntwerp) – *Chasing the DREAM : The undocumented youth movement in the United States* – Het Anker (25, rue Marcq, 1000 BXL)
- 23 mars 2017 (17h-19h) – Anaïs Carton (MLS) – *La kafala au Liban. Exploration d'une pratique aux frontières de la légalité et des formes de résistance de travailleurs domestiques migrants* – Le Space (26, rue de la clef, 1000 Bruxelles)
- 27 avril 2017 (17h-19h) – Louise Tassin (Paris Diderot) – *Les politiques d'expulsion en pratique(s) : protestation et répression dans un centre de rétention français* – Espace 16 Arts (16, rue Rossini, 1070 Anderlecht)

- 4 mai 2017 (17h-19h) – Abdelhak Ziani (Samenlevingabouw) – *Sans-papiérisme et citoyennisme* – CBAI (24, avenue Stalingrad, 1000 BXL)
- Juin 2017 (!!!date à préciser !!!) – Table-ronde des groupes de militants autonomes (SP Belgique, UDEP, OSP, Collectif de coordination des migrants, Voix des sans-papiers de Liège, autre ?) – *Quelle(s) (dis)continuité(s) entre les collectifs de sans-papiers qui font l'histoire de luttes de migrants en Belgique ?* – !!! Lieu : à préciser !!!

Merci à Antonin D. Moriau pour le logo MLS

Voir en ligne : [le blog de « Migrations et Luttes Sociales »](#)

Éditorial

Bob Dylan l'a chanté, notre Premier ministre l'a déclamé [1], « les temps changent ». Charles Michel s'est même fendu d'une citation de Nelson Mandela pour expliquer comment son gouvernement avait à cœur de protéger les pauvres : « La lutte contre la pauvreté n'est pas un acte de charité. C'est un acte de justice. C'est la protection des droits fondamentaux de l'homme, de son droit à la dignité et à une vie décente. ». C'est ce qu'on appelle de la « grande lessive », ou comment récupérer des valeurs humanistes de gauche pour servir une politique de droite. Où est l'acte de justice quand aucun impôt n'est levé sur la fortune ? Qu'en sera-t-il de la dignité humaine quand près d'un milliard d' « efforts » sera consenti par le secteur des soins de santé ?

La « grande lessive », c'est le focus de ce numéro de novembre-décembre de Points Critiques. Oui, les temps

changent, nous l'observons depuis quelques années, des valeurs dites de gauche, d'égalité, de partage, de solidarité, d'équité... servent aujourd'hui à justifier des politiques de droite voire à servir bien souvent, trop souvent, d'alibi pour justifier une nouvelle forme d'intolérance, de discrimination, voire de racisme. L'exemple le plus frappant est celui de l'égalité hommes-femmes. En France, Nicolas Sarkozy s'en vante : « Les militants de droite sont les seuls aujourd'hui à défendre strictement l'égalité homme-femme » [2] alors que son parti paie chaque année 3,5 millions d'euros de pénalités pour n'avoir présenté aux législatives de 2012 que 26% de femmes et que Nathalie Kosciusko-Morizet est la seule femme à se présenter aux primaires de la droite ! À l'instar d'ailleurs du gouvernement fédéral belge, à droite lui aussi, qui compte beaucoup de défenseurs déclarés de la cause des femmes, mais très peu de femmes en son sein (4 femmes pour 14 hommes).

EGALITE HOMMES-FEMMES

L'égalité hommes-femmes est invoquée aussi bien à gauche qu'à droite d'ailleurs, pour justifier l'éternelle interdiction du port du foulard, une mesure qui divise les féministes. Car ce n'est pas le moindre des paradoxes que de défendre dans ce cas précis la liberté vestimentaire (port du voile ou du burkini pour ne pas les nommer), puisque ceux-ci visent à cacher le corps plutôt qu'à le montrer. La liberté vestimentaire, une liberté chèrement acquise par les femmes occidentales consistant justement à enlever fichus, corsets et autres soutien-gorge... Mais qu'il s'agisse de mettre ou d'enlever, de voiler ou de dévoiler, c'est bien de liberté qu'il s'agit, une liberté individuelle et personnelle, une déclinaison de la liberté d'expression [3], en l'occurrence la liberté pour les femmes de se vêtir comme bon leur semble. Une liberté confisquée aujourd'hui par les décideurs (majoritairement masculins, faut-il le dire), « ces membres de la confrérie des grands émancipateurs » comme le formule ironiquement Irène Kaufer [4], en décidant à leur place ce qui est bon pour

elles.

LA NOUVELLE LAÏCITE

L'interdiction du port du foulard dans l'espace public et celui, plus récent, du burkini sur les plages, Manuëll Valls, le Premier ministre français en a fait son cheval de bataille cet été, au nom de la laïcité. Laïcité à la française comme nous l'explique Henri Goldman [5], à distinguer de la laïcité à la belge. Cette laïcité française, qui, après avoir joué un rôle d'apaisement pendant un siècle, est récupérée aujourd'hui, notamment par la droite et l'extrême-droite françaises, mais pas seulement, pour servir une politique aux relents racistes.

Cette appropriation de la laïcité, nous la retrouvons, autre signe des « temps qui changent » à la N-VA, le parti le plus à droite – hormis le Vlaams Belang – du paysage politique flamand qui s'est fait remarquer, notamment par sa participation aux Gay-Prides de 2015 et 2016 et par ses prises de position contre le foulard et le burkini.

L'ANTI-ANTISEMITISME

On le sait depuis l'affaire Dreyfus, l'antisémitisme est aussi à gauche, comme le sexisme d'ailleurs, mais aujourd'hui, si le bon vieil antisémitisme chrétien n'a pas disparu, un nouvel antisémitisme s'est révélé dans la foulée de la question israélo-palestinienne. Antisionisme et antisémitisme, les deux sont-ils indissociables ? C'est ce que veulent nous faire croire les dirigeants israéliens, mais même si tout antisionisme ne peut être assimilé à de l'antisémitisme en ceci qu'il ne vise pas les Juifs dans leur ensemble mais l'existence d'un État juif, celui-ci cache souvent des pensées (et parfois même des actes) antisémites. Et c'est pourquoi, par ces temps qui changent, le combat contre l'antisémitisme est essentiellement porté par la droite (et par la communauté juive). A gauche, l'anti-antisémitisme passe trop souvent à la

trappe de la lutte contre l'islamophobie. Quant à la gauche, ce sont « des gens comme vous et moi, ou alors juste comme moi, très soucieux d'antiracisme, de progrès, d'égalité, d'humanité, de Palestine bien sûr... mais pas d'antisémitisme, il m'a bien fallu l'admettre », comme le constate amèrement Judith Lachterman [6].

Dérapages islamophobes dans les combats contre les fondamentalismes et l'antisémitisme [7], complaisances à l'égard des islamismes dans la lutte contre l'islamophobie, ce sont les pièges de la concurrence des antiracismes. Pour les éviter, certains [8] préconisent la conjugaison de trois angles de lutte indissociables : à la fois contre les fondamentalismes islamistes, l'islamophobie et l'antisémitisme.

Notes

[1] Lors de sa présentation du budget à la Chambre le dimanche 16.10.2016

[2] À la tribune du Campus d'été de son parti à La Baule le 4.9.2016

[3] Voir sur ce sujet de la liberté vestimentaire, l'excellent article d'Anne Chemin : « Tenue correcte exigée », dans Le Monde du 3.9.2016

[4] Voir son article « Des alliances empoisonnées », p. 5

[5] Voir son article ci-après p. 8-10 « Nouvelle laïcité ou nouveau racisme ? »

[6] Voir « Les antisémites, ils sont partout ? » p. 11-12

[7] Voir également la chronique de Daniel Liebmann dans ce numéro « Une autre rue juive » p. 36-37

[8] Voir Philippe Corcuff : « Assumer la pluralité de nos

Trois poètes

C'est une amie qui m'a parlé d'Amir Or (Tel-Aviv, 1956), son livre « Dédale » est sorti chez Maelström en édition bilingue français/hébreu. Divers matériaux dans ses poèmes : l'Histoire immémoriale ou biblique, un usage subtil de l'allégorie et des symboles, un panorama d'images découlant de la douleur. Amir Or maîtrise l'alchimie, en évitant l'incompréhensible comme le déjà-vu, il ajuste parfaitement le méditatif et le narratif. Une seule lecture n'épuise pas le sens de ces poèmes, on a de la joie à les relire. Je songe au désert dont on ne savoure la beauté qu'avec mesure : après l'aridité, survient la récompense. Dédale a pour thème la gloire amère des héros et l'absurdité des victoires. L'Histoire serait-elle l'amie de la sagesse ? Plongeant son regard vers le lointain et l'invisible, Amir Or fait surgir l'effrayante figure du destin. « La fumée continue à s'élever au-dessus des remparts, les épées brillent encore au crépuscule, je me lève et je m'effondre, m'effondre et me relève. » Peut-on capter les voix égarées dans le Dédale de la vie et de l'Histoire ? « Voici mille ans que je marche ici jour et nuit, errant, toujours plus loin. Depuis les déserts d'Ethiopie jusqu'aux terres hyperboréennes ». Et l'on songe à Paul Veyne souhaitant que l'Histoire sorte et de la grisaille et du chaos.

Le second, trouvé chez Pêle-Mêle, un exemplaire non-coupé comme s'il n'avait jamais été lu : « Alphabase » de Charles Dobzynski (1929-2014), auteur de la célèbre anthologie de la poésie yiddish Le Miroir d'un peuple (collection Poésie/Gallimard). Voyez un peu sur qui je tombe en exergue d'

« Alphabase » !? Clarice Lispector ! Notez dans vos tablettes : le jeudi 20 octobre à 15 heures je ferai une conférence sur la vie et l'œuvre de Clarice Lispector à l'UPJB. « Alphabase » contient trente-deux poèmes comme les « Trente-deux lettres de l'alphabet hébreu-yiddish. L'alphabet suppose à l'évidence un ordre logique que j'ai suivi de A à Z, c'est-à-dire d'aleph à sovat » nous avertit le poète, qui ose tout un lexique inusité et peu lyrique. Cet homme, j'en suis sûr, devait être un grand pédagogue. Usant d'un vers très rythmé de huit ou six pieds, profilant ainsi au poème une silhouette très verticale, son livre sera lu d'une seule traite. Je parcours tout le recueil et aucun poème ne m'accroche vraiment, sauf quand surgissent précisément l'enfance ou les parents. Lire la poésie est avant tout une pratique, ne pas tout aimer quoi de plus normal ! J'ai glané : « Où est le nom / que j'ai troqué sans remords / pour trois betteraves rouges / et une bande dessinée ? / Où est le nom / qui se vida / dans ma nuit / comme un sac de lentilles ? Juifs interdits de sépulture / sous vos manteaux / couleur de brume / qui prenez mes jeudis d'enfance / en filature / et me suivez / au cinéma le Rialto. »

Et mon troisième est un petit chef-d'œuvre :

« Les Choses que l'ont ne dit pas » de Daniel Arnaut (Liège, 1950). De quoi parle ce livre ? D'un père et d'un fils, d'un fils face à son père, d'un père face à la mort, d'un fils affrontant la maladie du père, d'un père perdant la boule dans un lit d'hôpital. Le fils est un fin lettré, le père un vieil ouvrier professant d'étranges paroles, les médocs chamboulent son esprit. C'est un poème-récit avec un découpage intérieur/extérieur très précis : les alentours de l'hôpital, la chambre du malade, le jardin envahi par les liserons, le cimetière, la destruction de la margelle du vieux puits, etc. C'est audacieux et excellent que la poésie rivalise avec d'autres arts. Ici, c'est le cinéma que l'on met sur le ring. Les moindres détails sont comme pris sur le vif ; et pourtant dix années se sont écoulées depuis le décès. Daniel Arnaut se

refuse au vibrato de l'émotif, il a foi ni plus ni moins en la justesse des mots, et des silences. Je l'avais lu en 2006 lors de sa sortie aux éditions Esperluète, le relisant en 2016, je l'admire encore plus. La « Lettre à un jeune poète » de Rilke, vous connaissez ? Lisez aussi celle de Virginia Woolf, elle écrit à John, le jeune frère de Rosamond Lehmann.

Et que dit-elle ? Que les poètes ont tort de céder tous les sujets aux romanciers qui, bien sûr, se sont empressés de tout rafler. Agissant tel un éteignoir, ce stupide bobard a fait des ravages : vos poèmes ne pourront aborder que certains sujets (désolé, le menu est très mini). Loin de ce diktat, Les Choses que l'on ne dit pas est un poème bouleversant car il dit sur le ton le plus humble le réel et le vrai, la perte et le désarroi. Un mausolée de paroles au père ? Vaste et antique sujet, on se rappelle des Stances à la mort de son père de Jorge Mantine datant du XVe siècle.

P. -S.

Livres cités

Amir OR – Dédale

Traduit de l'hébreu et de l'anglais par Isabelle Dotan – Bruxelles : Maelström 2016.

Charles DOBZYNSKI – Alphabase

Frontispice de Marc Pessin – Mortemart (France) : Rougerie éditeur, 1992.

Daniel ARNAUT – Les Choses que l'on ne dit pas, suivi de Commander et mentir

Postface de Laurent Demoulin – Bruxelles : Espace Nord, 2016.

(Collection Espace/Nord. 342) Virginia WOLF – Lettre à un jeune poète ; préface de Viviane Forrester

Traduit de l'anglais par Jacqueline Délia. Paris : Arléa, 1996.

Entretien avec Elodie Francart : « Aller s'asseoir pour boire un thé comme tu le ferais avec un pote à Bruxelles »

POC : Lundi 20 juin, rue de l'Arbre béni, numéro 46, 10 heures, au siège de Médecins Sans Frontières, 5 étage, une salle de réunion, c'est ça ?

E : Non,... un bureau, mais qui est vide pour le moment...qui, pour le moment, sert de salle de réunion...on est le 20 juin !?

POC : Elodie Francart, je t'ai donc proposé un entretien au bureau : pourquoi ?

E : (rires)

POC : Un entretien pourquoi, sur quoi ? Il y a l'idée de faire le prochain numéro de Points Critiques, de septembre, autour de la question des réfugiés, de l'immigration, de l'exil, des illégaux... on ne sait pas encore très bien dans quelle catégorie embrasser tous ces phénomènes... et tu me paraissais être une personne au fait, ou du moins qui a pu avoir l'expérience de ce que ça implique... et ça me semblait intéressant de voir où ça se joue pour toi aujourd'hui, à partir de quel endroit tu questionnais cette problématique... est-ce que tu es d'accord sur le principe ?

E : Je suis d'accord sur le principe...

POC : Alors pourquoi est-ce que ça te paraît étrange que je

vienne t'interroger ici ?

E : Parce que ce sont des mondes complètement séparés... fracturés. Il y a le monde MSF et tout ça, et puis il y a la vie en dehors... et là, c'est la vie en dehors qui entre dans une autre vie en dehors, disons.

POC : Mais la vie en dehors, c'est celle de tes relations, de tes amitiés ? Ou celle du monde en général ? Parce que ton boulot, il est plutôt d'être aux prises avec l'extérieur ?

E : Le monde en dehors, ce serait plutôt celui de la vie personnelle... Tu fais partie de ma vie personnelle, je suis désolée de te l'annoncer.

POC : Je suis désolé de l'apprendre...

E : ?

POC : Non ! Je suis désolé d'apprendre que ça te désole de me l'annoncer...

E : ...

POC : En fait, un des trucs qui me paraissait le plus intéressant -et peut-être le plus impossible à évoquer ici- c'est justement le rapport entre le personnel et le politique. Et de voir un peu comment tu faisais avec ça.

E : La question est vaste...

POC : Une des manières, de la mettre en perspective, ce serait de te demander de raconter ta trajectoire de l'année dernière... une des choses qui a motivé le comité de rédaction POC pour réaliser cet entretien, c'est que eux te connaissaient...

E : Par la « plate-forme »...

POC : Par le Parc Maximilien, la « Plate-forme citoyenne », etc. Et ils souhaitent comprendre, -ainsi que moi, sous un certain angle- quelle est l'évolution d'une personne qui se

trouve aux prises avec la question des migrants à travers un événement tel que celui-là, et qui se retrouve à voyager, à porter ce combat-là ailleurs, et à s'inscrire dans une démarche professionnelle... Est-ce que tu acceptes les termes dans lesquels je rends cet itinéraire-là ?

E : ... Ouais, ouais... l'aspect professionnel, certes... mais c'est l'utilisation du professionnel à des fins personnelles...mais soit !

POC : C'est-à-dire ?

E : MSF, c'est un outil. Le travail que je fais chez MSF n'est pas... n'est justement pas très cadré MSF, ça me laisse une certaine marge de liberté pour travailler avec des mouvements sociaux... enfin, des « mouvements citoyens » autour de la question des réfugiés.

POC : Alors c'est quoi ta casquette, ici ?

E : Ils m'appellent l' « activiste ». C'est un peu marrant.

POC : Et ton rôle ? En termes organisationnels, tu a été engagée à quel titre ?

E : Pour travailler sur le lien entre « la société civile » et MSF. Sur comment une grosse ONG peut finalement s'ouvrir à un nouvel acteur – qui n'est pas nouveau-, dans une crise – qui n'est pas une crise migratoire- enfin peu importe, à l'émergence d'un nouvel acteur sur la scène européenne au niveau de la prise en charge des migrants...Tu vois ? Et donc comment faire que les deux côtés se renforcent pour que l'aide – quelle soit humanitaire ou autre- aux migrants, soit plus... soit renforcée, tout simplement.

POC : Quand je t'entends parler, tu mets beaucoup de guillemets entre les mots que tu emploies. Lors de la réunion du comité qu'on a eue pour essayer de composer ce numéro à venir – s'il est publié un jour- c'est qu'on était tous un peu

démunis pour mettre des mots adéquats sur la question des migrants... Il y a ceux qu'on appelle les réfugiés, qui ne partagent pas tous le même sort que ceux qu'on appelle les sans-papiers... qui ne sont pas les illégaux non plus... Il y a toutes sortes de statuts juridiques, des rapports de force politique différents qui varient en fonction des circonstances... Et on était tous à se demander s'il ne fallait pas un spécialiste du droit international, ou un théoricien politique ; est-ce qu'il ne faudrait pas des témoignages de migrants, ou de gens qui ont eu un parcours d'immigration, pour préciser ces mots ! Comment toi, en tant qu'activiste – employons le terme avec ironie ou avec sérieux – comment toi, lorsque tu te retrouves en Grèce, ou dans les Balkans, ou quand tu as été en Israël, et que, à Tel-Aviv, tu as participé à un mouvement politique avec des réfugiés, comment tu joues avec tous ces mots qui n'atteignent jamais la réalité humaine qu'ils sont censés désigner ?

E : De fait, il y a... il y a des mots qui s'emploient par défaut pour désigner... mais on essaye... enfin moi j'essaie de ne pas... de sortir de ces mots-là, que ce soit « réfugiés », « sans-papiers », blablabla qui n'ont forcément pas lieu d'être... eux-mêmes s'en plaignent, parce que ça les limite, ça les restreint justement dans une identité de base très restrictive : l'idée, c'est de sortir de ça. Dans mon approche avec eux, j'essaie de sortir de la détermination légale de ces gens-là. Parce que ça les diminue. Comment dire ? ... Ça ne les renforce pas en tout cas. Je ne suis pas, face à eux, quelqu'un avec des papiers... je suis belge, peu importe, ... mais si moi je me positionne dans un rapport légal par rapport à eux, ça ne les renforce pas...

POC : Mais eux dans ce rapport, ils te reconnaissent, et ils t'identifient comme étant un membre d'une ONG, qui est titulaire de papiers, européenne, ...

E : A partir du moment où tu arrêtes, ou en tout cas, tu essayes de sortir de cette logique binaire : réfugié ou pas

réfugié, sans-papiers ou pas sans-papiers... je pense que la considération qu'il y a en face est différente aussi, change aussi... ce qui fait que, certes je suis belge et ils le savent, ils savent que là, par exemple, je suis partie de Grèce pour retourner en Belgique... mais ils ne me considèrent pas comme une Européenne qui rentre dans son pays, mais comme quelqu'un qui retourne dans sa maison pour voir sa famille... et qui va revenir en Grèce... C'est plus un rapport direct, qu'un rapport à un statut qui se fait... et c'est justement dans la déconstruction qu'il se passe quelque chose entre nous.

POC : Depuis les événements du Parc Maximilien, tu as jugé utile – ou peut-être que c'était une nécessité matérielle, ou une curiosité intellectuelle ?- de te servir d'un outil qui est une organisation structurée, avec un certain rayonnement, une force de frappe, une machine dans laquelle tu es obligée de t'intégrer -j'imagine- lorsque tu dois faire face à des personnes qui sont regroupées dans un camp ! Tu me dis que tu te balades avec ta vareuse. De fait, il y a quelque chose qui a changé entre ce qui a pu se jouer l'année dernière et quand tu vas en Grèce, ou en Macédoine..

E : En effet, lors de la première identification, il y a quelque chose qui change, dans la mesure où j'ai ma vareuse – que j'essaye du reste de porter le moins possible, sortant dès lors du cadre de l'ONG. Mais si on parle d'Idomeni, en Grèce...

POC : Un camp qui compte ?

E : Il est fermé maintenant. Avant qu'il ne soit détruit, il devait y avoir neuf mille personnes environ... mais c'est un camp qui a été jusque quatorze ou quinze mille personnes...

POC : Des Syriens ?

E : Oui. Essentiellement des Syriens. Mais aussi des Afghans, des Irakiens... Surtout des Syriens.

POC : Qui sont considérés comme des réfugiés politiques ou pas

tous ?

E : Là, par exemple, les Irakiens – en Grèce- n'ont plus accès au processus de relocalisation... parce qu'on est reconnu comme ayant accès à ce processus de relocalisation si, dans les pays où ils veulent aller, il y a plus de 75% de chance d'être considéré comme réfugié...et ils seraient passés sous cette barre, ce qui fait qu'ils ne seraient plus éligible, pour ce processus...

POC : Ca c'est une norme européenne ?

E : Des Nations-Unies.

POC : Et le motif qui leur donne accès à ce processus, c'est qu'il y ait une guerre dans leur pays d'origine ?

E : Oui. C'est la question de la Grèce. Normalement toute personne peut revendiquer le droit d'asile, mais là, on transforme ça en groupe... Si tu es syrien tu y as droit, si tu es afghans, tu n'y as pas droit... c'est devenu une espèce de machine de sélection... peu importe que ton pays soit en guerre ou pas, ça ne compte qu'à moitié... ça dépend encore à quel point il est en guerre...

POC : Ce qui fait qu'il y a certaines régions d'Afghanistan, par exemple, dont les personnes qui en sont originaires n'ont pas ce droit, alors que dans d'autres coins...

E : Les Afghans aujourd'hui c'est fini, c'est mort... Pour le statut des Irakiens, il y a encore moyen de négocier... mais les Afghans, c'est sûr que ça passe plus, ils ont aucune chance.

POC : Donc ça veut dire que dans aucun pays d'Europe, les Afghans ont une chance d'être accepté, et régulariser ?

E : Très très peu. Quasi pas.

POC : Et la plupart ont un pays de préférence, ou lorsqu'ils arrivent en Grèce, ils essaient de s'installer ici ou là ?

E : Il y a des préférences. Les Syriens, c'est plutôt la Suède ou l'Allemagne. Les Afghans, davantage la Belgique parce qu'il y a déjà une communauté afghane présente sur le territoire et que c'est plutôt en termes d'affinités qu'ils vont rejoindre l'un ou l'autre pays... Vu que l'année passée, il y a eu des mouvements assez importants, ils se dirigent en fonction de ces affinités-là. Mais par contre, du temps du Parc Maximilien, il y avait des gens qui arrivaient et demandaient : « La Belgique, c'est bien ? » Et si on disait : « Oui ben ça va... » et qu'ils voyaient les gens qui dormaient dehors... ils repartaient, ils faisaient un tour, et parfois ils revenaient en Belgique en se disant qu'ils allaient quand même demander l'asile en Belgique. Il y a des cas très aléatoires.

POC : A l'époque, ça c'était surtout des gens qui venaient de Syrie ?

E : Sur le camp ? Au Parc Maximilien ? C'était surtout des Irakiens, à ce moment-là...

POC : Et toi, tu es arrivée là par quel biais ?

E : Avec les sans-papiers.

POC : C'est-à-dire ?

E : C'était fin août 2015, il y avait une manif de sans-papiers qui a mal tourné, avec des violences policières... et ils ont appelé au soutien, et puis on a fait une marche depuis la rue de la Loi, près de Trône, et on a marché jusqu'au Parc Maximilien. Il y avait quinze ou vingt personnes qui dormaient dehors à ce moment-là. Cette marche était pour les soutenir. Mais il n'y avait pas beaucoup d'Irakiens. Il y avait des gens du Kosovo, avec qui on a pas mal discuté... mais à ce moment, ça n'avait rien à voir avec un camp de réfugiés...

POC : Toi, tu allais à cette manif' par soutien, par solidarité ? Tu étais déjà dans une forme d'organisation, de revendication politique ?

E : J'étais pas dans une organisation... J'y allais en tant que soutien, mais avec des revendications politiques à l'égard des sans-papiers.

POC : Et comment elles s'exprimaient, ces revendications ? Quelles étaient-elles exactement ? La manière dont tu les énonçais à ce moment-là ?

E : Elles n'ont pas changé aujourd'hui. Pour la régularisation... sortir du statut illégale. Leur donner un statut. Un droit. Un statut tout court ! Je pense que c'est ça, l'idée c'est de suivre leurs revendications à eux,... c'est pas à moi de dire quelles sont leurs revendications...

POC : Et au moment du Parc Maximilien, les grandes revendications consistaient en quoi ?

E : Ca a été tout un débat, justement. Y a pas eu de grande revendication, étant donné qu'on n'a jamais réussi à se mettre d'accord sur ce qu'on revendiquait... Il y avait un groupe issu d'une l'assemblée générale, qui avait des revendications très larges : sortie de l'OTAN, ouverture des frontières, cessation des interventions militaires,... Et puis, il y avait des revendications plus pratiques au niveau de la coordination de la plate-forme. C'était un peu la difficulté parce que ceux du groupe plaidoyer n'étaient pas présents sur le camp de manière quotidienne... il y avait cette déconnexion entre les différents groupes... et les revendications sur la coordination étaient plutôt la prise en charge des gens, puisque c'est une obligation étatique de le faire...

POC : Et quand tu dis la coordination, ça concerne quel groupe ; c'est qui, en réalité ?

E : Je t'ai déjà expliqué comment ça fonctionnait la plate-forme ?

POC : Non.

E : En gros on a fait une assemblée générale, au cours de laquelle on a divisé...

POC : On est en août là ?

E : Début septembre. En fait, ça a commencé de manière plutôt sauvage, on était trois au début, pas beaucoup à essayer de ficeler ça tous les jours, et puis y a du monde qui s'est rajouté au fur et à mesure.

POC : Selon des affinités ?

E : Non...

POC : Qu'est-ce qui faisait que vous vous retrouviez là, ensemble ?

E : Il y avait quelques copains, des Sans-papiers qui étaient là aux alentours...

POC : On parle de Belges ? Des Sans-papiers aussi ?

E : Des Sans-papiers aussi.

POC : Des Sans-papiers qui avaient déjà une expérience de lutte, ou des gens qui venaient d'arriver ?

E : Oui, aussi des Sans-papiers ayant déjà une expérience de lutte en Belgique.

POC : Et il y avait des collectifs ?

E : Il y avait le « Collectif 2009 ». Et le « Front des migrants »... Surtout le Collectif 2009, je pense. Tout ça s'est un peu organisé, et puis il y a eu de plus en plus de gens qui sont venus sur ce parc, et petit petit, on a essayé de discuter, de penser comment mettre ça en place. C'est devenu la coordination logistique, et on faisait des réunions tous les jours à 16 heures. Des réunions ouvertes. Vu l'ampleur que ça prenait, on s'est dit qu'il était important de faire une assemblée générale, pour avoir l'avis des gens, et pour

impliquer plus de personnes. On a organisé une assemblée générale divisée en quelques groupes de travail différents. On avait demandé aux groupes de travail de choisir deux personnes qui pouvaient les représenter avec une possibilité de mettre en place une tournante pour les représentants. L'idée était ensuite de se donner la capacité d'organiser des réunions où le boulot de ces groupes de travail soit présenté une fois par semaine...

POC : Et c'était quoi, ces groupes ?

E : Il y avait « communication », « plaidoyer », « solidarité internationale »(qui essayait de construire ça de manière un peu plus large que la Belgique, il y avait « finance » aussi...

POC : Et ce qui concernait la structure du camp, l'intendance, etc. Il y avait aussi des groupes ?

E : Pour la cuisine ?

POC : Pour la vie du camp, et l'autonomie relative qui se déployait là ?

E : Ca, c'était les réunions de 16 heures, pour tout ce qui concerne le quotidien du camp. L'idée était de développer une réflexion autour de la plate-forme, de réfléchir sur les éléments qui pouvaient la nourrir, au-delà des problèmes pratiques, puisque les réunions logistiques c'étaient des gens qui étaient là quasiment vingt-quatre heures sur vingt-quatre avec peu d'énergie pour autre chose.

POC : Et ça concernait plus ou moins combien de personnes, les gens qui suivaient quotidiennement ces réunions ?

E : Ca variait entre vingt-cinq et quarante personnes... mais ça, c'est pour l'infrastructure du camp. Mais l'idée c'était de faire en plus une sorte de réunion une fois par semaine avec les gens de l'assemblée générale, et puis le groupe de coordination logistique disons,... En fait le camp était

organisé en fonction de différentes thématiques : ceux qui gèrent les tentes, les couvertures, la cuisine... Et puis il y avait des gens qui organisaient toutes sortes d'activités, un cinéma, l'école, il y avait deux mosquées, etc... tout ces gens travaillaient avec des équipes.

POC : Ca faisait combien de personnes en tout qui sont arrivés là ?

E : 1200 personnes au maximum.

POC : Mais c'était une assemblée de fait. Les personnes qui s'impliquaient là-dedans ne revendiquaient, en terme d'affiliation, que leur propre présence sur place ?

E : Tout à fait. Et c'était ça l'idée. On ne voulait pas... Une l'anecdote : un jour qu'il pleuvait, arrivent des caisses avec des K-Ways dedans, on les distribue, et tout d'un coup je sors de la tente, et je vois tout autour de moi, les réfugiés, les activistes, enfin l'ensemble des gens avec des K-Way rouges siglés FGTB. Ils avaient lâché des caisses sans prévenir... On se dit chouette, on a des K-Ways...Non !

POC : Vous les avez enlevés ?

E : On leur a demandé de retourner ces K-Ways...

POC : Qui « on » ?

E : Je sais pas. L'ensemble, je sais pas. On a dit : « bon, les gars, ça suffit, pas d'appartenance à quoi que ce soit, l'idée c'est que chacun puisse s'y retrouver... » Et qu'il n'y ait pas d'identification... si un type de la FGTB veut venir avec son t-shirt, qu'il le fasse, mais qu'il l'impose pas à l'ensemble des gens autour qui savent même pas pourquoi ils le portent... C'était tout des trucs, des anecdotes comme ça... Il y avait effectivement des gens qui appartenaient à un groupe ou l'autre, mais l'idée c'est que s'ils venaient là c'était pas en tant que représentants de quoi que ce soit... Ils peuvent

avoir le message de leur groupe, l'idéologie, la conviction, enfin peu importe, mais en étant là sans défendre une identité particulière – la question de l'identité était déjà tellement complexe... tout ça il faut l'imaginer dans le cadre des réunions logistiques auxquelles étaient invités et sans-papiers, et réfugiés... en traduction simultanée.

POC : Les réunions se faisaient en Anglais ?

E : En français. Et pour ceux qui ne parlaient pas français, il y avait des traductions en arabe. C'étaient des traductions directes, des traductions basses : « small-talks » .

POC : Chuchotées ?

E : Oui, ça doit être ça.

POC : Et en Grèce, dans les camps, les réunions se font en quelles langues ?

E : En anglais.

POC : Elles sont traduites aussi ?

E : Quand il y a des réfugiés, oui, évidemment. On travaille avec des traducteurs, toujours.

POC : Des gens sur place, ou que vous amenez avec vous ?

E : Sur place. Enfin, ça dépend, le problème, c'est qu'il n'y en a pas beaucoup qui parlent anglais, mais ceux qui parlent anglais vont travailler à la traduction.

POC : Et l'assemblée que tu as évoquée, du camp, du Parc Maximilien... enfin est-ce que c'était un camp ? Est-ce que ça a pris la forme d'un camp comme tu as pu en voir ailleurs ?

E : Oui et non. A l'époque, les politiques nous avait reproché que le parc Maximilien ressemblait à Woodstock. Ça ressemble à un camp, mais dans la forme que ça avait pris, il y avait une convivialité qui ne ressemble pas à ce que tu vois en Grèce,

ou des choses comme ça... parce que la plupart des réfugiés ou des personnes sur le camp ne restaient pas à l'intérieur de leurs tentes à attendre : il y avait de l'activité, les gens étaient en mouvement. Ce qui n'est pas du tout le cas dans des camps comme celui d'Idomeni, etc. Ou dans les camps du gouvernement aujourd'hui en Grèce. Et c'est ça qui tue ces populations à petit feu : l'attente, l'ennui, le manque d'occupation. C'est-à-dire que si tu veux cuisiner, tu ne peux pas... Au Parc Maximilien, sans idéaliser, c'était possible. Si tu veux donner un coup de main, va donner un coup de main. Pour cuisiner pour tout le monde, et distribuer... Il n'y avait pas, ou en tout cas moins, cette séparation qu'il y a très fort en Grèce. Il y avait la volonté d'impliquer les réfugiés dans l'organisation de la vie du camp, alors que là-bas, on voit ça comme un danger...

POC : Quand tu dis « on » voit ça, c'est plus le même on ?

E : Non... que ce soit les activistes, les volontaires, les ONG, etc...

POC : Qui considèrent que ce n'est pas une bonne chose si...

E : Il y a eu des tentatives. Les seuls qui y sont arrivés c'est ADM, un groupe d'anarchistes hollandais. A Idomeni. Ce sont les seuls qui ont réussi quelque chose...

POC : A faire fonctionner un modèle qui était un peu celui qui était mis en place au Parc Maximilien : celui que vous revendiquez...

E : De participation.

POC : C'est-à-dire d'autonomie de leurs propres conditions ?

E : Oui. Sauf que... En fait, ADM s'occupait nourriture. Ils cuisinaient avec les gens du camp dans leurs maisons, à l'extérieur. Ils venaient distribuer. Comme ils avaient une camionnette, ils avaient la capacité de s'éloigner du camp...

Mais tu en as qui peuvent pas marcher 600 mètres...

POC : Ils peuvent pas marcher parce que...

E : Parce qu'il y a des malades, ou que tu as des gamins... qu'il fait 35 degrés, et que tu dois attendre deux heures sous le soleil... enfin, ce qu'ils appellent des « vulnérabilités »...

POC : Quand tu dis « ils » appellent, c'est qui ? Les ONG ?

E : ONG, volontaires, l'ensemble des gens qui sont actifs dans un camp comme celui d'Idomini.

POC : Et donc tu considères que dans les camps comme ceux que tu as vu en Grèce par exemple, il y a un désœuvrement des populations, et une séparation plus nette entre les volontaires, les bénévoles, les activistes, et les personnes pour lesquelles ils agissent ? Là où dans d'autres expériences que tu as pu faire, il y avait une plus grande communauté qui naissait entre ces parties ?

E : Ce qui est beaucoup plus dur, c'est quand tu te rends compte que sur Idomeni les relations entre personnes travaillant ou faisant du volontariat sont assez faibles. Le lien, la solidarité se se fait plus.

POC : En même temps, toi tu n'es pas de là-bas... Il pouvait y avoir dans ta présence sur le Parc Maximilien à Bruxelles, une forme de légitimité, vu que c'est chez toi aussi...

E : Mais qui est de là-bas, à Idomeni ?

POC : Non, je pose la question... en demandant si les formes de rapprochement qui ont existé dans le Parc Maximilien étaient plus naturelles parce que c'était dans le même horizon que vous luttiez, vous paratgiez un territoire... alors qu'à Idomeni tout le monde est un touriste, ou un exilé...

E : Oui, c'est ça... mais c'est pas parce que personne n'est nulle part chez soi en Grèce autour des réfugiés que ça

empêche le lien... la tentative de casser cette séparation entre eux et nous, nous et eux, eux réfugiés... et donc de les maintenir dans cette position misérabiliste en disant : ah le pauvre réfugié, il faut que j'aie l'aider. Ce qu'ils cherchent, je crois, c'est une approche d'une certaine normalité. C'est aller s'asseoir pour boire un thé. Comme tu le ferais avec un pote à Bruxelles. Et ça, c'est d'entrer dans cette dynamique-là ; de sortir du « je vais le voir parce qu'il a besoin de ... ». Et ça c'est bloqué en Grèce.

POC : Mais en l'occurrence le combat à Bruxelles, il part du fait que cette « normalité » là que tu évoques, elle est impossible... parce qu'il y a une insécurité permanente à cause des contrôles, ou bien parce qu'aller boire un café en terrasse, c'est trop cher !

E : Oui, mais il y a une simplicité des choses que tu peux approcher aussi !

POC : Je me demande dans quelle mesure les relations que tu évoques pour là-bas et qui seraient absentes sont transposables ici,... Quand j'allais par exemple boire un thé à l'église du Béguinage avec les Afghans, ça ne me paraissait pas du tout normal, ça me paraissait quelque chose de profondément bizarre comme situation. C'était pas du tout comme aller boire un café avec un pote. C'était dû à la configuration dans laquelle ils se trouvaient ; et c'était l'enjeu d'une lutte de prouver que c'était possible... mais c'était d'abord parce qu'ils étaient là...parce qu'ils n'avaient pas d'autres endroits où se manifester...

E : Tu parles de l' « église du Béguinage »... Moi, quand j'allais à Idomeni, sur le camp, je n'allais pas au camp...j'allais dans la tente de celui-ci ou de celle-là. C'est compliqué évidemment, puisqu'il y a dix mille personnes, je ne peux pas faire le tour de toutes les tentes. Mais tu te laisses la possibilité de faire des rencontres, peu importe le contexte : c'est parce qu'ils sont coincés à Idomeni que nous

avons la possibilité de nous rencontrer. Mais la rencontre se fait en dehors de l'existence du camp. Elle se fait dans une tente. Et la tente aurait pu être n'importe où. Elle pourrait être en Syrie, par exemple.

POC : Mais en l'occurrence, toi, quand tu entres dans une tente, quand tu es dans un camp, à Idomeni, mettons... eux, ils sont en mesure de t'accueillir parce que ils ont une attente vis-à-vis de toi ? Je pose la question. Ils te reçoivent, parce qu'il y a peut-être pour toi la possibilité de donner écho à leurs demandes, ou de les épauler concrètement dans leur existence ?

E :... en tout cas c'est pas du tout la dynamique dans laquelle on est... La seule attente c'est le moment de vie ; le moment de partage. Le reste... Certes, ils posent parfois des questions, sur les demandes d'asile ou la régularisation, mais j'ai pas les réponses... parce que personne n'a les réponses... ils savent très bien que personne les a. C'est plutôt des discussions qu'on a ensemble. Non pas des discussions du style : je te demande que tu me donnes une réponse... mais des discussions comme ils ont avec leur voisin. La tente d'à côté... on partage un repas ensemble, on discute...

POC : Oui, sauf que toi, dans ta tête, tu es là, tu es dans une démarche, j'entends qu'elle est personnelle – et c'est ici sans doute qu'on retrouve ce conflit ou cette dissociation entre l'aspect personnel et l'aspect politique – mais il se fait que toi, quand tu vas là-bas, j'imagine que ça doit être difficile de t'ôter de la tête que tu travailles pour MSF ?

E : C'est bizarre mais il y a un aspect peut-être schizophrénique là-dedans... dans le sens où je passe des journées entières... il y a ce truc où je dois faire certaines choses, que ce travail me demande...

POC : Par exemple ?

E : De faire un suivi des projets qui sont sur le camp, et de

voir s'il y a moyen d'apporter un soutien...

POC : Quels types de projets ?

E : Par exemple, le centre culturel, l'école. Qui a été construite. A Idomeni.

POC : Où il se passait quoi ?

E : Des cours de langue, des cours pour les enfants... des spectacles de clown... de la musique, des magiciens. Et l'après-midi, il y avait des trucs pour les adultes. Des cours de langue... des cours de yoga.

POC : Et vous supervisiez ces activités ?

E : Non... on ne supervisait pas. Ils sont autonomes. On n'est personne pour aller coordonner des groupes déjà constitués... mais par exemple, ils ont pas les ressources nécessaires... par exemple au moment où ils ont monté cette école, il y avait un problème pour la location du terrain, parce qu'en fait on louait des terrains au fermier...

POC : C'était pas dans le camp ?

E : Si si... mais tout le camp était situé sur des terrains qui appartenaient à des paysans, et que MSF louait. L'animosité des fermiers à ce moment là était assez forte, parce qu'on détruit leurs terres. On les leur louait, comme ça ils ont quand même une rente de leurs terres abîmées. Donc le centre culturel en question avait un problème avec la location du terrain, et MSF a permis de mettre ce terrain à disposition en payant un loyer... Et puis, ils n'avaient pas de palettes pour couvrir le sol ; il y avait de la boue, etc... et donc là, on a fourni les palettes et le matériel nécessaire pour qu'ils puissent construire un sol correct. Ce sont des petites choses qui permettent de faciliter l'existence de certains projets. Tout en disant voilà, on vous donne des palettes et vous vous arrangez avec. C'est le genre de suivi que je faisais.

POC : Et les gens qui construisent l'infrastructure, ce sont des migrants ?

E : C'étaient des activistes espagnols avec des réfugiés.

POC : Donc ces activistes-là sont aussi des intermédiaires : ils se servent des instruments et du matériel que vous leur fournissez ?

E : Oui. Ils viennent me voir en disant : on a besoin de palettes...

POC : Ils viennent te voir ? Toi, tu as une permanence quelque part ?

E : Non, ils m'appellent...Je tournais beaucoup. Je me baladais entre guillemets. Ils m'appellent, et on se donne rendez-vous quelque part.

POC : Donc tu arrives le matin sur le camp, tu fais ce que tu as à faire, tu restes en étant disponible au cas où il y a des personnes qui ont besoin d'un coup de main, et le reste du temps tu vas ici et là à la rencontre des gens qui habitent sur place dans ces tentes.

E : Oui. Quand je suis fatiguée, à 16 heures, je vais faire une sieste dans la tente des réfugiés... Dans ce genre de rapport, il y a la possibilité de dire : « bon, je suis crevée, est-ce que je peux faire une sieste chez vous ? » Dans l'optique de faire de ce lieu un lieu commun, sans pour autant me sentir impliquer ou responsable d'une situation qui n'est pas la mienne...

POC : Et toi, après, tu as à rendre compte de ton emploi du temps ? A quoi tu occupes tes journées ?

E : Pas tellement, non. A partir du moment où ça roule, où ça fonctionne...

POC : En l'occurrence, ça roule pas et ça fonctionne pas pour

Idomeni, si ?Le camp a été démantelé, et la plupart des migrants vivent dans une situation précaire avant de se voir exprimer un refus de s'installer dans un pays d'Europe...

E : Oui, ça dépend évidemment de ce qu'on appelle « marcher ». Mais d'un point de vue logistique, la situation journalière du camp à ce moment là, les choses qu'on devait accomplir étaient faites. Maintenant que c'était foireux... le fait est que ce genre de camp ne devrait jamais existé... mais ce qui est fait... Là, ils ont évacué le camp...

POC : ça doit être un paradoxe assez fou de mettre ton énergie pour maintenir en état de survie que t'aspire à voir détruit..

E : Effectivement. Je pense qu'il y a cependant une nécessité de « faire »... Même dans le cas de ces camps : que soit les camps du gouvernement, ou Idomeni, ou même le Parc Maximilien : toutes ces choses sont vouées à disparaître, ne devraient pas exister, ne devraient jamais prendre naissance quelque part...

POC : Mais le fait qu'on se donne rendez-vous dans ces bureaux prouve par ailleurs qu'il y a un grand et brillant avenir pour ce genre de structures...

E : Alors ça c'est la question de l'humanitaire ! On peut en venir à cette question-là...

POC : Je remarque que la situation critique dont tous ces camps sont les symptômes semble être promise à une certaine réussite...

E : C'est clair ; mais c'est la question de l'humanitaire, qui existe depuis longtemps déjà ! Le paradoxe ne date pas d'hier... Finalement, j'entends tout à fait les critiques, et je critique moi-même ces infrastructures mais elles répondent quand même à une forme de besoin. C'est-à-dire que si elles n'existaient pas, les quarante personnes qui sont atteintes d'un cancer dans le camp seraient mortes parce qu'il y aurait

pas eu une aide médicale, et des référents qui permettent de mettre en place un service de relocalisation plus rapide, etc... Aujourd'hui, puisque rien n'est fait, qu'on laisse ces gens comme des animaux, il y a des infrastructures qui prennent place avec l'aide d'organisations déterminées, qui prennent naissance malgré tout. Les gens qui partent, qui vont en Grèce -on appelle ça le « volontourisme »- ils vont faire des photos entre eux avec des réfugiés, alors qu'ils ont même pas passé une demi-journée sur place... ces Grecs qui venaient une après-midi à Idomeni distribuer des vêtements, qui faisaient des ravages parce que les gens ont tellement rien sur place qu'ils se battaient pour une paire de chaussettes. Dans la nécessité, il y a quelque chose de complètement malsain, mais il y a quand même une nécessité à laquelle il faut pouvoir répondre, même dans une moindre mesure : faire un camp MSF ou n'importe, des petites maisons, avec des espaces communautaires, des cuisines, j'en sais rien, enfin un truc viable.

(long silence)

POC : C'est toute la question de la récupération puisque, dans une certaine mesure, cette aide qui est apportée, elle ne va pas sans une forme de course à la légitimité de l'organisation qui la porte, et sans une certaine image de marque que revendique cette organisation ? Ce qui est complètement secondaire, mais qui passe au premier plan... on était tout à l'heure dans l'ascenseur pour arriver ici et tu parlais du logo de l'association Dyade que vous êtes occupés à créer, on voit qu'il y a une fatalité à ce que des questions secondaires et sans importance par rapport à l'état d'urgence qui est à l'origine de cette activité, prennent le pas sur la raison d'être...

E : Ça voudrait dire que ça prend plus d'importance que ce qu'on essaye de faire... non. Mais ce sont des choses qui... il y a un conformisme. Qu'il faut critiquer, sans doute. Une manière d'aller dans une direction parce que il y a une

structure qui nous l'impose mais qui peut déboucher sur quelque chose d'intéressant : sous le couvert d'une organisation... par exemple pour Dyade, on a eu une réunion la semaine dernière avec les protagonistes, différentes personnes, différentes identités – réfugiés, pas réfugiés, hommes, femmes, d'Afghanistan, de Syrie, de partout... peu importe.

POC : ça c'est une organisation bruxelloise... ancrée à Bruxelles ?

E : C'est justement en mettant en place ce truc, ce logo, cette identité plus neutre, avec une symbolique qui exprime que c'est la rencontre qui importe, eh bien, tu casses l'identité propre du groupe qui sépare les Belges des réfugiés, etc... tu vois ce que je veux dire ?

POC : Je vois mais est-ce que c'est la neutralité qu'il s'agit de mettre en avant ?

E : Pas la neutralité... qu'on est porteur de quelque chose en commun...

POC : Et quelle est cette chose commune que vous portez ?

E : Ce sont les projets qu'on a envie de faire ensemble. Que chacun ait une égalité de parole, et qu'on sorte de ce truc où on dit qu'il est réfugié et que donc c'est à nous, Belges, de le prendre en charge, de l' « aider »... On veut faire des choses ensemble parce qu'on a des intérêts communs, alors on les fait ensemble... dans l'idée qu'ils sont tout à fait aussi capables, responsables, tout ce que tu veux que nous... donc il y a besoin de prendre un espace que la société ne donne pas aujourd'hui pour mener ces projets-là... et qu'il y ait de la rencontre, etc... etc...

POC : Et le fait que tu sois amenée à tellement bouger ces derniers temps, ça te permet néanmoins d'avoir la force ou l'attention requise pour élaborer un lieu ; c'est-à-dire un

point fixe dans l'espace, j'allais dire un pont, et qui s'inscrit dans une durée qui ne soit pas non plus discontinuée et fracturée, celle dont tu parlais tantôt, de l'action humanitaire ou de l'action politique telles que tu as pu les vivre jusqu'à présent ?

E : D'une part, je crois que je vais moins bouger, sauf ce mois-ci... après, j'espère... on verra. Et oui. C'est un point central dès que je reviens, c'est la première chose que je fais, c'est de me consacrer à ce lieu, c'est de penser à cet espace là, de l'imaginer : peut-être à certains égards de le fantasmer, en tout cas de le faire vivre quelque part. Quand je reviens, c'est une des choses à laquelle je me consacre... Là je pars demain, et ce soir, on a une réunion autour de ça...

POC : Mais les gens que tu rencontres, même s'ils n'ont pas d'attente, dans l'idée que tu te fais de la relation que tu peux entretenir avec eux, par delà les identités ou les catégories quelles qu'elles soient, ce sont des gens avec qui tu restes en contact, ou pas forcément ?

E : Pas forcément... La première fois que j'ai quitté Idomeni, on a été très fort en contact, et maintenant, de fil en aiguille, beaucoup moins. Parfois on s'écrit, et quand on s'écrit on se répond, mais y a pas une obligation de rester en contact... si eux ils ne me donnent pas de nouvelle, ou que moi je ne donne pas de nouvelle... parfois j'écris et ils ne répondent pas...

POC : Tu croises leur chemin à un moment donné ?

E : Oui. Et les chemins peuvent être amenés à se recroiser. Là, je ne t'ai pas encore dit pas Abud, est en Serbie.

POC : Un ami que tu as rencontré à Idomeni ? Un Syrien d'une trentaine d'années, c'est ça ?

E : Dix-neuf ! C'est celui sur lequel, pour lequel j'avais écrit le texte... et il y avait toute la question de savoir si

on paye un « smugler », un trafiquant, enfin peu importe... il a passé la frontière, il est à Belgrade. Là, effectivement, il y a un contact plus régulier, tous les jours on se parle. Et hier il me téléphone pour me dire qu'il a pas d'endroit où dormir, il a pas de logement.. J'ai quelques potes à Belgrade, que j'ai appelés, et j'ai dit : « c'est un ami qui cherche un endroit où dormir. » Je ne l'ai pas présenté comme un réfugié : « j'ai un ami qui est à Belgrade et qui cherche un logement... »

POC : Est-ce que tu penses que ce rapport-là peut être institutionnalisé ? Le fait qu'il y ait une rencontre comme ça, et que tu fasses jouer tes relations, dans le bon sens du terme, pour filer un coup de main à un gars que tu apprécies, est-ce que tu penses que cette façon là d'envisager les questions qui se posent à la « crise migratoire », au phénomène d' « afflux massif »..

E : D'afflux pas massif !

POC : D'afflux pas massif d'étrangers... Je voyais ce matin les « boat-people » qui arrivent sur les côtes européennes... même si c'est vingt personnes, ou cinquante personnes à la fois, ça semble un grand nombre quand tu découvres ça à la télé...et quand tu vois des réfugiés dans des camps qui sont des milliers, ça paraît impressionnant en terme de destins...c'est quelque chose de vertigineux.

E : Si tu prends dans les proportions... C'est l'image qu'on en fait aujourd'hui, et la focalisation de l'attention, quasi l'obsession médiatique et politique de cette « crise », qui en fait un truc massif. Mais si tu regardes les chiffres... il y a pas plus d'arrivées. Enfin, ça dépend si tu regardes ou non sur le long terme, il y a eu d'autres crises migratoires, et qu'on en a eu environ un million de personnes qui sont arrivés en Europe sur une population de 510 millions...l'année passée. Avec tout ce qui va avec les expulsions, les gens qui vont pas rester. Quand tu sais que le Liban, c'est deux millions ; la

Jordanie, pareil ; la Turquie, deux millions... on en est dans des nombres qui proportionnellement... tu as 2 millions de réfugiés sur une population de dix millions d'habitants, au Liban. Là on peut parler de crise humanitaire, avec une incapacité de gérer un afflux massif... avec tous les problèmes politiques déjà existant au Liban. Tu vois ce que je veux dire ?

POC : Mais au niveau mondial...

E : De nouveau, en termes mondiaux...

POC : Est-ce que ça peut s'institutionnaliser, les pratiques de solidarité et d'entraide que tu mets en avant avec un ami... dans une vision globale des choses ?

E : Mais qu'est-ce que tu entends par « institutionnaliser » ?

POC : Est-ce qu'un travail « humanitaire » a un sens dans la façon dont tu rencontres des gens, par rapport à ce que tu peux pour eux ?

E : Je crois que cette institutionnalisation permet... il faut les deux. Ça nous ramène à cette sorte d'identité schizophrène dont je te parlais avant... parce que, du point de vue humanitaire au sens strict, ma manière d'agir et d'interagir avec des réfugiés est remise en question, on va me reprocher de rentrer dans des trucs trop personnels, et pas assez professionnel... ce qui me rend malade, parce que la professionnalisation stricte du truc, et ça tu le vois : il y a des gens chez MSF qui sont dans une distance : « ils font »... ils montent des tentes, et y a aucun... Ils se disent non-politiques... alors que c'est fondamentalement politique ce qu'ils font... et de l'autre côté, la casquette avec la vareuse, qui me donne accès à ces outils dont je te parlais avant... il y a une forme de complémentarité, et une difficulté à accepter et à faire accepter cette complémentarité là... de savoir jouer un peu sur les deux... enfin, un pied dans l'un, un pied dans l'autre... et de trouver un équilibre... d'où l'idée que Dyade est

important à créer, de chercher quelque chose qui n'est pas professionnalisant du tout, et qui entre dans une prise de position...

POC : Est-ce l'équilibre, peut-être qu'on peut finir là-dessus, cet équilibre dont tu parles, à partir de cette tension entre le personnel et le politique... est-ce que les textes que tu écris, les derniers qui sont parus sur Internet par exemple, est-ce que cette démarche de publier ainsi des textes te permet de trouver une sorte d'équilibre spirituel, ou du moins mental comme on dit, qui te permettrait d'atteindre une autre distance... qui ne soit pas celle de l'absence de sensibilité, ou d'affect, ou d'empathie, mais une distance qui soit d'ordre intellectuel, ou d'un travail critique, est-ce que c'est cet enjeu-là pour toi de raconter ce qui t'arrive, et de le publier ?

E : Il y a une forme de nécessité... Tu sais toi-même que d'habitude, je ne partage pas ça... que je ne publie pas... au départ, c'est individuel... prendre la distance... en tout cas prendre suffisamment de distance, pour regarder de l'extérieur ce qui se fait, et chercher cet équilibre dans le positionnement... et puis dans le partage, c'est la nécessité de... justement de sortir de cet aspect individuel... et d'arriver à faire vivre ces choses là à l'extérieur, et de moi, et du camp...

POC : Par ce texte, tu as eu des retours de gens qui travaillent à MSF ? Ou des remarques de gens qui bossent dans l'humanitaire au sens classique ? Ou au contraire, des gens qui seraient plus militants ?

E : Oui, c'est marrant parce que j'ai eu des retours positifs. Aussi bien chez les gens qui travaillent dans l'humanitaire, chez MSF, les retours ont été très positifs... et même des gens qui ne sont pas du tout des militants... qui ne sont pas dans les trucs de réfugiés ou de sans-papiers, et qui ne se positionnent pas du tout là-dessus... eh bien, il y a eu beaucoup

de retours... et chez MSF, ce que j'ai entendu, c'est que ça rendait soudain bien plus humaine toute l'action que eux mènent, et qu'ils me disaient que c'est ça qui manque...que chez des militants plus politisés...ça permettait d'exprimer ce que chacun à vécu comme ça, au quotidien, mais qu'on n'en parle pas, parce qu'on n'a pas le temps, ou qu'on sait pas comment, etc. On sait pas quoi quand où... et donc de pouvoir le dire, de donner une vision, un partage... un entendement, disons, autour de ça... finalement donnait des mots à tout le monde... c'est le retour que j'ai eu en tout cas... et puis des gens plus neutres, moins impliqués, comme mes parents par exemple, que ça les bouscule tout d'un coup. Les retours étaient étonnamment positifs... dans une forme d'équilibre.

POC : Concluons sur la forme de l'équilibre...

E :Ah !

POC : merci beaucoup.

E : Bienvenue chez MSF. Je peux déjeuner ?

POC : Je t'en prie !

[Les tentations totalitaires, d'Alfred Rosenberg à Donald Trump](#)

On parle plus volontiers des leçons de l'Histoire, qu'on ne les retient. Les grandes vagues migratoires, principalement pour des raisons économiques, ne datent pas d'aujourd'hui. À la fin du XIXe siècle déjà, le développement inégal des pays européens avait contraint des millions d'hommes et de femmes à

émigrer. Des Juifs notamment.

La Première Guerre mondiale ne fit qu'accentuer le mouvement. Les réactions en furent diverses et au cœur du continent, en Allemagne, là où la défaite militaire avait entraîné les tensions sociales les plus fortes, surgit un régime politique qui allait provoquer un nouveau conflit mondial et des millions d'innocentes victimes. La publication récente de son Journal (1934-1944) [1] a remis sur le devant de la scène l'un des principaux acteurs du nazisme, Alfred Rosenberg, dont le racisme et l'antisémitisme quasi viscéral ne sont plus à décrire. Et avant même de pouvoir les appliquer dans son propre pays, il ne manqua aucune occasion de saluer toutes les mesures discriminatoires envisagées à l'étranger. Un recueil de ses articles rassemblés en 1930 et sans cesse republié s'ouvre par l'une de ses polémiques habituelles avec les milieux juifs dont il suivait attentivement l'action et les prises de positions :

« Les progrès de la question raciale [2] : L'Amérique, le pays démocratique de la 'liberté', passe aux yeux des Juifs du monde entier pour un joyau sans prix. Mais voici que les Nègres et les Japonais ont fait en sorte que l'idée de protection de la race s'y impose également. Encore un effort, et l'on devra bien reconnaître que les Juifs y représentent un danger aussi grand que les Noirs ».

Voilà déjà ce qui a mis dans une belle colère le Wiener Morgenzeitung sioniste du 2 décembre 1925, qui écrit : « Le dirigeant de l'Office du Travail américain recommande dans son rapport annuel l'adoption d'une loi sur l'immigration. Et évidemment sous la forme la plus radicale, dans le sens de ceux qui voudraient entourer l'Amérique de murs pour empêcher toute nouvelle arrivée. Dans le pays, où tout le monde parle du matin au soir de démocratie et de liberté, règne le chauvinisme le plus complet. Ici, c'est de fait la théorie raciale qui s'introduit dans la législation, et dans une mesure dont on ne rêve même pas dans les recoins les plus

reculés de l'Europe, sous Horty (déjà au pouvoir en Hongrie et qui alliera son pays au IIIe Reich. Ndlr) par exemple. Et la doctrine inventée par quelques érudits allemands, de la supériorité prêtée (sic) à la race germanique y a déjà trouvé une large diffusion, de sorte que l'intelligentsia politique et sociale se dirige dans cette direction ».

De cette évolution condamnée par le journal juif viennois, notre futur responsable de la politique à appliquer dans les territoires de l'Est occupés au cours de la Seconde Guerre mondiale, ne pouvait que se féliciter : « Voilà de bien réjouissantes nouvelles. L'Allemagne en particulier a toutes les raisons de n'ouvrir son territoire qu'aux immigrants germaniques. L'idée raciale doit un jour devenir partie intégrante de la législation de tous les États. Sans quoi, aucune guérison n'est possible. »

Et aujourd'hui ? En temps de crise, aucun pays, aucun régime n'est à l'abri des tentations dictatoriales. Et pas davantage les États-Unis, le pays qui se réclame le plus des principes démocratiques, d'autant qu'y circulent encore souterrainement un sentiment obscur de la supériorité des WASP [3] fondateurs et une mentalité digne de nos meilleurs westerns. La preuve par Trump...

Notes

[1] Alfred Rosenberg, Journal 1934-1944. Présenté par Jürgen Matthäus et Frank Bajohr. Flammarion, septembre 2015

[2] Alfred Rosenberg, Der Sumpf (Le marais), Querschnitte durch das ‚Geistes‘-Leben der November-Revolution, Éditions du NSDAP, Munich, 1939, p. 7.

[3] « White Anglo-Saxon Protestant » : ce sigle résume bien les origines mythiques des USA.

Epuration ethnique en bonne voie à la Knesset

La Knesset a en effet adopté, à la mi-juillet, le projet de loi dit de « suspension des députés ». Suspension ? Plutôt destitution. En effet, pour lancer le processus de destitution, il suffira désormais que 70 députés, dont 10 de l'opposition, portent plainte auprès du président de la Knesset contre tout député qui « soutient la lutte armée contre Israël ou incite à la haine raciale ».

Ne vous y trompez pas... Dans sa composition actuelle, il ne se trouvera jamais 70 députés de la Knesset pour demander la destitution, pour incitation à la haine raciale, de Ayelet Shaked par exemple. Et pourtant, en juillet 2014, la ministre de la Justice faisait sur Facebook l'éloge d'un article daté de 2002 et rédigé par Uri Elitzur, chef de cabinet de Netanyahu durant son premier mandat de Premier ministre : « Derrière chaque terroriste se tiennent des dizaines d'hommes et de femmes, sans lesquels il ne pourrait pas s'engager dans le terrorisme. Ce sont tous des combattants ennemis, et leur sang devrait être sur leurs têtes. Cela inclut également les mères des martyrs, qui les ont envoyés en enfer avec des fleurs et des baisers. Elles devraient suivre leurs fils, rien ne serait plus juste. Elles devraient partir, ainsi que les maisons dans lesquelles elles ont élevé les serpents. Sinon, davantage de serpents y seront élevés ». Ni plus ni moins !

Pas 70 députés non plus pour demander la destitution de Naftali Bennett, l'actuel ministre de l'Éducation qui, alors qu'il était ministre de l'Économie en 2013, déclarait au quotidien Yediot Aharonot : « Si vous attrapez des terroristes, vous devez simplement les tuer », et rétorquait

au journaliste qui lui objectait que c'était illégal : « J'ai tué beaucoup d'Arabes dans ma vie, je ne vois pas où est le problème » !

Les choses sont donc claires, il s'agit d'une loi sur mesure pour tenter d'évincer, ou à tout le moins de museler, les députés de la Liste Arabe Unie et tout particulièrement Haneen Zoabi, la bête noire de la majorité et aussi de bon nombre de députés de l'opposition. Haneen Zoabi qui s'était fait éjecter lors d'une réunion parlementaire après avoir appelé les députés et l'armée à présenter des excuses pour avoir tué neuf activistes au cours d'un raid sur la flottille humanitaire turque qui se dirigeait vers Gaza en 2010, qualifiant les soldats impliqués dans le raid de meurtriers et suscitant une véritable bronca à la Knesset, majorité et opposition confondues, alors qu'elle énonçait une simple évidence. La preuve ? Dans le cadre des pourparlers pour la normalisation des relations avec la Turquie, Benyamin Netanyahu avait accepté de présenter des excuses officielles pour l'assaut et de créer un fonds spécial de 20 millions de dollars destiné à dédommager les familles des victimes...

Bien que ne portant pas Haneen Zoabi dans leur cœur, le Bloc sioniste (anciennement Parti travailliste) et le Meretz ont néanmoins vivement critiqué l'adoption de cette loi. Quant à Ayman Odeh, le président la Liste Arabe Unie, il avait menacé de quitter la Knesset si le projet de loi était voté. Pas certain néanmoins qu'il mette sa menace à exécution tant le militantisme radical de Haneen Zoabi embarrasse jusque dans son propre camp...

SUS AUX ONG DE GAUCHE

Autre déni de démocratie, la loi, dite de « transparence », votée le 11 juillet. Cette loi contraint les ONG bénéficiant pour plus de la moitié de leur financement de fonds émanant de gouvernements étrangers à en faire la déclaration publique et à le rappeler systématiquement à chaque publication. En cas de

refus, elles s'exposent désormais à une amende de 29 000 shekels (6 700 euros).

L'intention manifeste est de diaboliser ces organisations présentées comme hostiles aux intérêts de l'État, en les cataloguant comme des agents de l'étranger. Il s'agirait, selon le leader travailliste Isaac Herzog, d'une illustration du « fascisme bourgeonnant » en Israël. On ne connaissait pas Herzog aussi courageux, mais il faut dire qu'une des ONG visées, Shalom Archav, est proche des travaillistes.

« La loi entend s'occuper du phénomène des ONG qui représentent des intérêts d'États étrangers tout en agissant sous le couvert d'organisations locales cherchant à servir les intérêts du public israélien », est-il écrit en préambule de la loi. Comme par hasard, 25 des 27 ONG concernées sont classées à gauche.

Pour justifier ce texte, le gouvernement a mis en avant l'argument de la « transparence ». « Nos têtes ne sont plus baissées », a clamé la ministre de la justice, Ayelet Shaked, lors du débat de six heures qui a précédé le vote, Benjamin Netanyahu, déclarant pour sa part que le but de la loi était « d'empêcher une situation absurde où des États étrangers se mêlent des affaires intérieures d'Israël en finançant des ONG, sans que le public israélien en soit conscient ».

On ne s'étonnera pas que la nouvelle loi ne vise pas le financement d'ONG provenant de fondations ou de personnes privées à l'étranger. En effet, les organisations proches de l'extrême droite et des colons ne vivent que grâce aux fonds privés. Elles pourront, elles, continuer à agir en toute opacité sans que le public israélien en soit conscient. Vous avez dit « seule démocratie du Proche-Orient » ?

Le club Sholem Aleichem a 40 ans (1976-2016)

1ER ÉPISODE : NAISSANCE DU CLUB

Cette rentrée marque un double anniversaire important dans l'histoire et la vie du 61 rue de la Victoire. Le grand écrivain yiddish Sholem Aleichem est mort il y a tout juste 100 ans. Jo Szyster retrace dans la revue (sous la rubrique agenda) son importance. Deuxième anniversaire, celui du Club des anciens de l'UPJB. Le Club est né en 1976. Nous retracerons sur plusieurs épisodes l'histoire de ces 40 années. En voici le premier épisode. Les comptes rendus des nombreuses activités du Club figurent désormais [sur le site](#).

En mars 1969, divers mouvements issus de « Solidarité juive » créent une organisation commune, et décident de changer la dénomination de l'ASBL « Solidarité juive » en « Union des Progressistes juifs de Belgique (UPJB) ». Ceux qui avaient créé « Solidarité juive » en 1939 et qui avaient 20 ou 30 ans à ce moment-là, passent donc 30 ans plus tard le flambeau de leurs choix politiques et philosophiques aux plus jeunes de l'UPJB.

Mais les anciens de « Solidarité juive » ont toujours l'envie et la volonté d'être ensemble et de poursuivre des activités communes. Avec les années, que les choix politiques aient évolué ou non, un élément constitutif de leur cohésion n'a pas changé :

ils sont tous yiddishophones et profondément attachés à leur langue maternelle et à leur culture juive. A tel point que dans le premier « bulletin en yiddish » publié en 1980, on retrouve l'affirmation claire de l'objectif de départ : l'utilisation quasi exclusive du yiddish comme langue de

communication. On comprend donc aisément que le nom choisi par ses fondateurs ait été celui de l'écrivain de langue yiddish le plus emblématique, à savoir Sholem Aleichem.

Dans le N°12 de décembre 1976 du « Flash », on lit « ...le club Sholem Aleichem connaît un succès aussi vif qu'espéré. Dès la première rencontre, plus de 25 amis réunis ont écouté détendus mais attentifs une introduction à l'œuvre du grand écrivain juif, faite en yiddish par Boris Szyster, suivie d'une lecture de textes. Depuis, de mercredi en mercredi, le nombre de participants ne fait que croître. Ainsi, lors de la rencontre du mercredi 8 décembre, 40 de nos amis et amies se sont retrouvés... »

Dans un numéro spécial de novembre 1977 du même « Flash », on trouve une page réservée au Club, rédigée en yiddish, qui annonce une conférence par un orateur parisien, avec une petite traduction en français du titre de la conférence et du nom du conférencier.

Dans un article du « Flash » N°18 de décembre 1977, sous la rubrique « PREMIER ANNIVERSAIRE DU CLUB « SHOLEM ALEICHEM », on rappelle que « ...le Club a été créé à l'initiative de quelques membres – moins jeunes – de l'UPJB comme Zalek, Wald, Polarski, Sane, Sonia e.a. ».

Si la volonté du Club à son début est d'utiliser quasi exclusivement le yiddish comme langue de communication, le français prend néanmoins rapidement une place de plus en plus importante dans les activités culturelles : de nombreux conférenciers invités ne sont pas juifs, ou ne parlent pas yiddish. De même, si le jour de réunion avait été fixé au départ le mercredi, cette décision est rapidement modifiée et dans le Flash N° 18 de novembre 1977, on lit que « les membres se réunissent tous les jeudis de 15 à 18 heures au local de l'UPJB ».

En un an, le succès du Club est immense, le nombre de

participants enthousiastes grandit de réunion en réunion. La secrétaire de l'UPJB envoie les convocations et annonce la prochaine activité aux membres du Club sur lettre à en-tête du Club Sholem Aleichem.

D'où provient ce succès ? L'explication est sans doute à trouver du côté de la problématique du yiddish. En effet, les membres et ceux qui participent alors aux activités sont tous yiddishophones, lisent et écrivent le yiddish, leur langue maternelle,

« di mame loshn ». Mais pour diverses raisons, nombreux sont ceux qui n'ont pas pu transmettre cette langue à leurs enfants, séparés d'eux à cause de la guerre notamment :

tous sont des rescapés ou simplement des survivants de la guerre. Le seul fait d'être encore en vie est alors perçu comme une victoire sur l'antisémitisme et les crimes nazis. De plus, de nombreux membres venus de Pologne, de Russie, de Bessarabie, et d'autres régions d'Europe centrale, ont déjà été actifs dans leur jeunesse dans des mouvements révolutionnaires, soit sionistes, communistes souvent, parfois « bundistes » : ayant immigré en Belgique dans les années 30, ils continuent à y militer dans les années qui ont précédé la guerre.

Voilà le contexte historique et social de ceux qui ont créé « Solidarité juive » en 1939, et dont certains créeront le Club Sholem Aleichem en 1976.

Suite dans le prochain numéro...

[Le retour de l'extrême droite](#)

en Autriche ?

ENTRETIEN AVEC JÉRÔME SEGAL, HISTORIEN FRANÇAIS, SPÉCIALISTE DE L'EXTRÊME DROITE, VIT ACTUELLEMENT À VIENNE

A l'issue du deuxième tour de l'élection présidentielle autrichienne, le 22 mai dernier, Alexander Van der Bellen, indépendant, soutenu par Les Verts, l'emporte avec 50,3 % des voix contre le candidat de l'extrême droite, Norbert Hofer, soutenu par le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ). Le 1er juillet, suite à plusieurs irrégularités, la Cour constitutionnelle invalide ce second tour. Un « nouveau second tour » aura lieu le 2 octobre. Vivant à Vienne, historien et spécialiste de l'extrême droite, Jérôme Segal s'est entretenu avec Françoise Nice. Il campe le décor de ce scrutin important.

La Cour constitutionnelle a invalidé le scrutin présidentiel sur la base d'erreurs de procédure dans le dépouillement des votes par correspondance. Cette décision était-elle prévisible ? Peut-on mettre en cause l'impartialité de la Cour ?

A vrai dire, oui, la surprise fut grande lorsque la Cour constitutionnelle a annoncé l'annulation du scrutin. Les irrégularités constatées, essentiellement des dépouillements entamés avant l'heure prévue, concernent 14 bureaux de vote. D'un point de vue purement théorique, si tous les électeurs de ces bureaux avaient voté pour le candidat d'extrême droite, le résultat aurait été effectivement différent au niveau fédéral. Ceci dit, la probabilité d'un tel événement est extrêmement faible et les juges auraient pu décider de ne faire voter à nouveau que dans les circonscriptions concernées. Les juges ont estimé que le problème se posait pour les électeurs qui étaient inscrits dans d'autres bureaux de vote et qui auraient été les seuls de leur circonscription à revoter.

Quelques experts ont remis en cause l'impartialité de la cour. En effet, si jusqu'ici les juges étaient nommés par les représentants des deux principaux partis (les sociaux-démocrates ou les conservateurs), de récentes décisions montrent qu'ils sont au moins en partie proches de l'extrême droite. Ils ont par exemple validé le concept de « limite supérieure » pour le nombre de demandeurs d'asile tolérés dans l'année ou pour la réduction des aides sociales pour les réfugiés.

L'ex- écologiste Alexander Van der Bellen l'avait emporté avec 50,3% des voix, soit avec à peine 31.000 voix de plus que son adversaire, et cela surtout grâce au vote par correspondance utilisé par 14 % des électeurs. En quoi ce vote par correspondance a-t-il joué davantage en faveur de Van der Bellen ?

L'électorat du candidat soutenu par les écologistes est un électorat plus urbain, moins jeune, plus féminin et plus éduqué. Ces personnes n'ont pas envie de bloquer leur dimanche. Du coup, ils votent par correspondance.

Alexander Van der Bellen a été élu grâce à une mobilisation citoyenne spontanée. Les partis de la coalition gouvernementale, le parti socialiste (SPÖ) et les conservateurs chrétiens (ÖVP) qui n'ont pas mobilisé leur appareil et leurs militants, sont-ils prêts à le faire pour ce « troisième tour » inédit ?

Je ne suis pas certain qu'il y a eu une mobilisation citoyenne spontanée. 49,7% des votes pour l'extrême droite c'est énorme, inédit dans l'histoire de l'Europe. Si j'osais une comparaison délicate, je rappellerais que même Hitler n'a jamais dépassé les 36,7% : c'était en 1932, aux dernières élections présidentielles libres, sous la République de Weimar.

Pour ce « deuxième deuxième tour », le problème pour les Verts est surtout financier : ils ont bien moins d'argent que le

FPÖ. Les deux grands partis au pouvoir n'ont pas annoncé de soutien financier.

L'attitude qui consiste à ignorer les diatribes du FPÖ et de son chef Heinz-Christian Strache au parlement mais à s'allier avec ce parti dans des majorités locales ou régionales a-t-elle fait l'objet d'un réexamen de la part des deux partis gouvernementaux ?

Au sein du SPÖ, oui, le nouveau chancelier, nommé dans l'entre-deux-tours, Christian Kern, est opposé à une alliance au niveau fédéral avec le FPÖ. Ceci dit, il ne condamne pas la coalition au pouvoir dans le Burgenland, où son parti s'est allié au FPÖ. A droite, il n'y a pas vraiment de débat, au contraire même. Certains ministres comme le jeune Sebastian Kurz (30 ans), ministre conservateur des affaires étrangères, ont aligné leurs positions sur celle du FPÖ.

L'arrivée de Norbert Hofer en tête du premier tour et la défaite cinglante des partis de la coalition ont entraîné la démission du Premier ministre et l'arrivée d'un nouveau chancelier, le social-démocrate Christian Kern. Il a promis une sérieuse révision de la politique, et plus d'attention aux problèmes sociaux. Ce lifting est-il en cours ?

Non, aucune mesure concrète pour l'instant. Au contraire, il est prévu que dès le mois d'août des militaires contrôlent les étrangers dans les rues et que des expulsions puissent se dérouler avec des avions de l'armée.

Les Verts sont-ils à même de porter seuls une vision alternative, démocratique pour l'Autriche ?

Pas vraiment. Quelle que soit l'issue des élections présidentielles, ils ne seront pas au gouvernement.

Sur quels thèmes le candidat du FPÖ Norbert Hofer a-t-il lancé la campagne pour l'élection du 2 octobre ? Le FPÖ est eurosceptique, xénophobe, antimusulman et anti-réfugiés, mais

il veille à se donner une image lisse, un populisme bon teint. Dans sa communication, Norbert Hofer insiste sur son image d'humble travailleur et de bon père de famille. Mais l'autre face du FPÖ, ce sont ses liens historiques et culturels avec l'extrême-droite nazie...

Le FPÖ a déclaré que sa campagne ne commencera qu'en septembre. Le Brexit aura un effet complexe sur les élections. D'un côté, Norbert Hofer se prononce déjà pour un Öxit ('Ö' comme « Österreich », Autriche). Il affirme que si les britanniques ont pu se prononcer sur leur appartenance à l'Europe, il n'y a pas de raison pour que les Autrichiens ne puissent pas faire de même. D'un autre côté, le Brexit peut avoir un rôle dissuasif sur les électeurs qui ont voté FPÖ pour exprimer leur ras-le-bol vis-à-vis des deux partis qui se partagent le pouvoir depuis si longtemps. En Grande-Bretagne, un certain désordre semble s'être installé et les Autrichiens qui votaient par protestation pourraient se raviser.

Au parlement européen, le FPÖ fait partie du même groupe « Europe des Nations et des Libertés » que le Front national, le Vlaams Belang, la Ligue du nord italienne, le parti de la Liberté néerlandais de Geert Wilders, et Alternative für Deutschland.

Le FPÖ avait mené campagne en disant « nous appartenons à l'Europe, nous n'appartenons pas à l'Union européenne ». A-t-il accentué son discours eurosceptique après le referendum sur le Brexit ?

Le 17 juin dernier, le FPÖ a organisé à Vienne un meeting qu'il a appelé « Printemps des patriotes » censé sortir les citoyens de « l'hiver européen ». Invitée d'honneur : Marine Le Pen. Le parti s'y est présenté comme européen mais résolument hostile à l'actuelle Commission européenne. Le « Mouvement pour l'Europe des nations et des libertés » existe déjà au parlement européen - où il regroupe des partis nationaux d'extrême droite - mais à Vienne, ce 17 juin, on a

vu flotter d'autres drapeaux que nationaux : Gerolf Annemans était là avec le drapeau de Flandre, l'eurodéputé italien Lorenzo Fontana avec le drapeau vénitien.

Le FPÖ a fait de ce meeting une véritable démonstration de force. La manifestation s'est tenue dans le parlement autrichien – le symbole compte – et non au siège du parti. Il y avait un autre invité important au côté de Marine Le Pen, Marcus Pretzell de l'Alternativ für Deutschland (AfD, alternative pour l'Allemagne). Membre du parlement européen, ce dernier avait déclaré pendant la crise de l'accueil des demandeurs d'asile que si c'était vraiment nécessaire, il ne fallait pas hésiter à tirer sur les migrants pour protéger l'Europe...

Les attentats de cet été en France et en Allemagne ne risquent-ils pas aussi de favoriser le FPÖ, tout comme l'évolution de la situation en Turquie, le président Erdogan apparaissant comme un épouvantail cristallisant les vieilles peurs vis-à-vis des Ottomans ? Tout fait farine au moulin des peurs...

En effet, ces deux sujets d'actualité sont du pain béni pour le FPÖ. L'Autriche a d'ailleurs livré à la France fin juillet deux suspects mis en cause dans les attentats de Paris. Il s'agit d'un Algérien et d'un Pakistanais qui avaient débarqué sur l'île grecque de Leros à l'automne 2015 en se glissant parmi les réfugiés syriens, en même temps que les deux Irakiens, non identifiés, qui se sont fait exploser près du Stade de France à Saint-Denis.

Quant à la situation en Turquie, elle a des conséquences directes en Autriche. Le lendemain de la tentative de coup d'Etat, plus de mille sympathisants du Premier ministre turc ont défilé à Vienne, détruisant un restaurant kurde. Le FPÖ s'est bien sûr immédiatement indigné.

La presse tabloïd, à commencer par « Die Krone », fait tous

les jours la campagne du FPÖ en jouant sur la peur de l'étranger. « Die Krone » est-il l'organe de presse non-officiel du FPÖ ? Comment expliquer le tournant de l'hiver 2015, où l'Autriche, qui s'était montrée plutôt accueillante vis-à-vis des réfugiés est passée à la fermeture de ses frontières ? Les agressions de femmes dans la foule de la Saint-Sylvestre à Cologne ont-elles joué un rôle insoupçonné ?

La Kronen Zeitung est un cas unique dans le monde, avec un taux de pénétration de 32% de la population du pays. L'édition du week-end est même lue par 3 millions de personnes, dans un pays de 8,5 millions d'habitants. Le journal est populiste mais il a aussi servi le parti social-démocrate (SPÖ) du chancelier sortant, Werner Faymann, qui n'était pas foncièrement hostile au FPÖ, comme peut l'être par exemple le maire de Vienne, Michael Häupl, également du SPÖ. Le virage de l'Autriche est lié aux agressions de Cologne – et des faits similaires ont eu lieu à Salzbourg et Vienne -, mais il est aussi la conséquence de la fin des frontières ouvertes côté allemand. Tant que les demandeurs d'asile transitaient vers l'Allemagne, ils étaient les bienvenus ! C'était la destination choisie par plus de 90% d'entre eux.

Outre la presse tabloïd, les réseaux sociaux ne sont-ils pas aujourd'hui le vecteur le plus efficace des rumeurs, des peurs et des préjugés ? C'est peut-être sur les réseaux sociaux que se forment aujourd'hui les opinions majoritaires ?

Oui, c'est très juste. Le FPÖ y est de très loin le parti le plus présent. La page Facebook de Norbert Hofer, le candidat FPÖ, est « likée » par plus de 259 000 personnes, contre 185 000 pour Alexander Van der Bellen. Le 28 juillet dernier, le groupe de soutien à Norbert Hofer diffusait sur Facebook une rumeur selon laquelle les demandeurs d'asile obtenaient tous, d'un simple coup de fil à l'association Caritas, des smartphones à 900 euros ! Cette information, erronée bien sûr, a été partagée plus de 1600 fois !

L'élection du 22 mai a mis en évidence deux profils sociologiques en Autriche, les électeurs de Van der Bellen étant plus éduqués, plus riches, plus urbanisés, plus ouverts sur le monde, plus confiants quant à l'avenir, et l'autre Autriche, celle des ruraux, des laissés-pour-compte ou se percevant comme tels ? Ces deux Autriche sont-elles irréconciliables ?

C'est difficile à dire. Ces deux électorats pourront se retrouver si les écologistes prennent conscience de la distance qui les sépare des couches populaires. Pour la soirée électorale du 22 mai, les Verts avaient loué un palais dans un quartier chic de Vienne, on entraît sur invitation, des petits groupes se réunissaient dans un beau jardin, autour de bonnes bouteilles.

Alors que de son côté, le FPÖ avait préparé une fête dans un quartier populaire, tout le monde était invité et la bière coulait à flot. Tout un symbole.

Quel serait l'impact d'une nouvelle victoire d'Alexander Van der Bellen, et, au contraire, d'une victoire de Norbert Hofer ?

La victoire d'Alexander Van der Bellen ne changerait pas grand-chose, alors que celle de Norbert Hofer serait un séisme politique. Comme il en a le pouvoir, il dissoudrait l'assemblée, et puisque son parti, le FPÖ, est de loin le premier parti du pays, il y aurait en Autriche un chancelier d'extrême droite...

Mais jusqu'au 2 octobre, rien n'est joué !

Un été spritz

Revoilà l'été. Enfin, quand je dis « été », c'est parce que nous sommes au mois d'août et que c'est censé être un mois d'été. Vous l'aurez compris, les amis, je suis à Bruxelles. Eh non ! Pas de nouvelles de Lyon, ni de Berlin cette année, je passe l'été à Bruxelles. La raison en est que j'ai un nouvel amoureux et qu'il est requis à Bruxelles pour son travail depuis la mi-juillet. Du coup, je n'ai plus vraiment suivi l'actualité ces derniers temps, très occupée à faire connaissance avec ce Monsieur et ,quand il n'est pas là, à lui envoyer des WhatsApp. Qui sait les amis, 2017 sera peut-être l'année de ma première Saint-Valentin ! Je vous tiens au courant, promis.

Mais revenons à cet été, malgré mon manque d'attention aux choses du monde, j'ai quand même noté en juillet l'existence de l'Eurofoot (difficile en effet d'y échapper), suivi en août des Jeux Olympiques à Rio ; en Turquie, un coup d'état raté suivi d'un coup d'état réussi ; aux États-Unis, l'avènement d'un candidat présidentiel républicain richissime mais néanmoins ignare, dangereux et fascistoïde ; à New York, un imam et son assistant assassinés alors qu'ils sortaient d'une mosquée du Queens, le meurtrier a visé la tête ; plus près de chez nous, en Flandre un déferlement de haine raciste sur Facebook suite à la mort accidentelle d'un jeune Limbourgeois d'origine marocaine. La N-VA s'indigne de tant de violence raciste mais veut interdire le port du burkini, la burka de plage, au nom du droit des femmes. En France, Valls fait la même chose au nom de la laïcité. Entre-temps, il ne se passe pas un jour sans l'un ou l'autre attentat commis par des individus plus ou moins isolés et plus ou moins dérangés, à la hache, au pic à glace, au camion, ... Un pédopsychiatre bien connu en Flandre nous avait prévenus il y a bien des années déjà, un jeune sur trois de nos jours souffre de problèmes d'ordre psychiatrique. Bart De Wever veut les mettre tous

préventivement en prison et réclame un « patriot act » pour les bourgmestres.

Bref, un été comment dire, très..., très spritz. J'ai connu des étés concombres, des étés mojito et même des étés sans alcool. Celui-ci est un été spritz, Apérol Spritz. 4cl d'Apérol, 6cl de Prosecco et un spritz d'eau gazeuse. Les ventes de cette boisson ont décuplé depuis quelques années. Cela nous vient de Vénétie, du temps où les Autrichiens occupaient la région. Comme tous les gens du Nord, ceux-ci aimaient éclabousser (spritzen) d'un peu d'eau de selz le vin jugé trop capiteux et pas toujours de très bonne qualité. Cela nous vaut donc cette boisson bien guillerette, de couleur orange. Un vrai remontant par ces temps de déprime et d'angoisse. Depuis les attentats du 13 novembre et ensuite du 22 mars, les touristes ont déserté Bruxelles, ils ont été remplacés, je n'irai pas jusqu'à dire avantageusement, mais pour notre plus grande consolation (à ne pas confondre avec sécurité), par des militaires armés jusqu'aux dents.

Prenez la Fête nationale, 60 000 personnes ont participé aux différentes

activités organisées pour la Fête Nationale cette année, ça a l'air beaucoup comme ça mais quand on sait qu'ils étaient 350 000 l'année dernière, on mesure l'ampleur des dégâts. Sur ma place par exemple, eh bien le 20 juillet il y avait comme chaque année le bal, Le Bal National. Vers 17 heures, je m'apprêtais, avec mon amoureux, à rentrer chez moi après quelques emplettes quand nous avons été arrêtés par un check point à 200 mètres de la maison. Pas question de pénétrer sur la place, même pour les riverains. Temps d'attente, au moins une demi-heure. Alors, qu'est-ce que vous vouliez qu'on fasse ? Tout juste ! On a pris notre mal en patience, et on est allé se boire un petit spritz. Pendant ce temps, on apprenait que le reste des forces de l'ordre était mobilisé pour appréhender un individu, place de la Monnaie, portant un long manteau d'hiver d'où dépassaient des fils. Il faut

préciser qu'il faisait chaud ce jour-là. Après vérification, il s'est avéré que ces fils servaient à mesurer les ondes et les radiations. L'homme, d'origine iranienne et doctorant à l'université de Gand, « se comportait de façon passive et très suspecte » selon la police qui l'aurait quand même gardé au poste pour la nuit, malgré la dissipation du malentendu. Remarquez qu'aux États-Unis il serait déjà mort.

Le lendemain, jour de Fête nationale belge, les militaires étaient à nouveau de sortie en grand nombre, mais ça, c'était normal. Comme chaque année, ils étaient là pour défiler. Par contre, il manquait pas mal de monde dans les tribunes. Astrid et Lorenz avaient déclaré forfait ainsi que Paola et Albert restés sur leur yacht à Nice, même si leur dotation fortement réduite ne leur permet plus d'en payer l'essence. Claire et les enfants étaient absents eux aussi. L'entente avec Philippe et Mathilde n'est pas au top s'il faut en croire la presse people (que je ne lis pas rassurez-vous, c'est juste par ouï-dire). La monarchie n'est décidément plus ce qu'elle était. Heureusement, les étudiants belges catholiques de l'ordre souverain de la Calotte (oui oui les amis !) étaient venus acclamer par des « Vive le roi » et « Vive la reine » le couple royal à leur arrivée dans le parc. Moi, je leur dis « vive le spritz, les gars ! ».

Une petite recherche sur google m'apprend que spritz, c'est aussi le nom d'une application d'optimisation de la lecture qui permet de lire un roman ou tout autre texte en un temps record. Woody Allen lui-même l'aurait essayée et a pu lire « Guerre et Paix » en vingt minutes ! Conclusion de Woody : « Ça parle de la Russie. » Eh bien les amis, j'ai passé cet été bruxellois au spritz, ma conclusion : ça parle du monde, et il ne va pas bien.

En quête d'asile, d'Afrique en Israël et retour

Chaque visite, en Ouganda, au Kenya, au Rwanda et en Ethiopie, revêtait une importance symbolique, économique et diplomatique. Un sujet essentiel avait cependant été omis dans les déclarations officielles et les gros titres : la déportation de demandeurs d'asile d'Israël vers les quatre pays visités. Selon les organisations israéliennes de défense des droits des réfugiés, la visite du Premier ministre constituait pour le gouvernement une opportunité de préparer l'intensification de sa politique de transfert de demandeurs d'asile vers l'Ouganda et le Rwanda, et potentiellement, vers le Kenya et l'Éthiopie, en échange de contrats profitables. Précisément à l'heure où la Cour suprême israélienne examine la légalité de cette pratique.

Entre 2006 et 2012, 54.000 demandeurs d'asile africains sont entrés illégalement en Israël via le Sinaï égyptien. Une majorité d'entre eux, originaires de l'Erythrée et du Soudan, sont protégés contre un renvoi dans leur pays d'origine en vertu du principe juridique fondamental de « non-refoulement » qui permet à tout individu de ne pas être (r)envoyé dans un pays où il a des raisons de craindre la persécution. En respect de la Convention de 1951 sur les réfugiés et vu les circonstances politiques actuelles en Erythrée et au Soudan, Israël ne procède pas à leur renvoi forcé. Ceux-ci bénéficient en conséquence d'un statut dit de « protection temporaire ». En 2013, un centre « ouvert » de détention destiné à tous les demandeurs d'asile érythréens et soudanais célibataires de 18 à 60 ans a été construit dans le désert du Néguev. La détention des demandeurs d'asile qui ne peuvent être renvoyés de force fait partie des nombreuses mesures prises par le gouvernement en vue de criminaliser ces africains et de rendre leur vie en Israël intenable : une

fois découragés, ils quittent alors « volontairement » le territoire vers leur pays d'origine ou un pays tiers.

Cette politique de « retour volontaire », visait d'abord le pays d'origine des demandeurs d'asile. Elle a pris un nouveau tournant en mars 2013, lorsque l'Etat a annoncé avoir conclu un accord avec un pays tiers dans le but d'y transférer les demandeurs d'asile bénéficiant du statut de protection temporaire, désireux de quitter Israël, mais refusant d'être renvoyés dans leur pays d'origine. Dès les premiers jours de mise en œuvre de cette nouvelle politique, les organisations de défense des réfugiés identifient un, puis deux pays tiers de transfert : le Rwanda et l'Ouganda. Très vite les demandeurs d'asile « éloignés » témoignent des nombreuses difficultés et dangers auxquels ils font face une fois arrivés en pays tiers. Innombrables sont aujourd'hui les demandeurs d'asile soudanais ou érythréens, qui ont quitté Israël vers le Rwanda ou l'Ouganda et qui périssent ensuite dans leur quête d'asile.

En avril 2015, la pression exercée sur les demandeurs d'asile monte d'un cran lorsque le Ministère de l'Intérieur israélien annonce que les demandeurs d'asile dont la requête pour l'obtention du statut de réfugié a été rejetée ou jamais soumise se verront « offrir » le choix de quitter le territoire pour un « État tiers tenu secret » ou de demeurer en prison pour une durée indéfinie. Les organisations de défense des droits de l'homme saisissent alors la justice, suspendant la mise en œuvre de cette politique. Aujourd'hui, c'est à la Cour suprême de trancher sur sa légalité. La politique israélienne de retour volontaire et de transfert forcé vers un pays tiers, bien que revêtant certaines caractéristiques uniques, s'inscrit dans une dangereuse tendance (Australie – Cambodge/Nauru). Les demandeurs d'asile sont-ils devenus une monnaie d'échange, autorisant un Etat à se dédouaner de ses responsabilités en échange de contrats juteux ?

Les graves répercussions de cette pratique se mesurent à l'échelle israélienne : les demandeurs d'asile en Israël, victimes d'une politique d'asile défavorable (voire inexistante), fuient le territoire vers un pays tiers en quête de protection. Face à une absence totale de garantie de leurs droits fondamentaux en territoire tiers, ils se voient contraints de poursuivre leur chemin, souvent vers l'Europe et au péril de leur vie. Quant aux demandeurs d'asile qui demeurent en terre d'Israël, ils voient un nombre croissant de membres de leur famille emprunter le dangereux parcours vers l'Europe, dans l'espoir de s'y réunir enfin via la procédure de réunification familiale. Les manquements d'Israël à l'égard de sa population réfugiée pèsent ainsi sur la vie de milliers de survivants de crimes contre l'humanité et de génocide et de leur famille, mais aussi sur les autres membres de la communauté internationale.

Dora Vilner est juriste en droit international public. Elle a travaillé pendant près de 3 ans à l'African Refugee Development Center de Tel Aviv où elle a dirigé un projet d'assistance para-légale pour les demandeurs d'asile africains.